

PZ/HO
BURKINA FASO

Unité- Progrès- Justice

DECRET N°2016- 745 /PRES/PM/MINEFID/
MJDHPC portant régime indemnitaire
applicable au personnel de la Garde de
sécurité pénitentiaire.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VISAUF N° 00622

- VU la Constitution ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016 portant composition du Gouvernement ;
- VU la loi n° 016-2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- VU le décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n°2016-299 /PRES/PM/MJDHPC du 29 avril 2016 portant organisation du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique ;
- VU le décret n° 2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 22 juin 2016 ;

D E C R E T E

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : En application de l'article 181 de la loi n°016-2014/AN du 15 mai 2014, le présent décret détermine le régime indemnitaire du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Article 2 : L'indemnité est un accessoire de la solde de nature financière destinée à compenser certains frais ou servitudes particulières dans l'exercice d'un emploi ou d'une fonction.

Article 3 : Les indemnités servies au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire en raison du corps, de la fonction ou de l'exercice des tâches liées à des formations complémentaires sont de quatre (04) natures :

- L'indemnité d'astreintes;
- L'indemnité de logement ;
- L'indemnité de technicité ;
- L'indemnité de responsabilité.

Article 4 : Le cumul d'indemnités de même nature n'est pas autorisé. Seule l'indemnité la plus élevée est accordée.

Article 5 : les indemnités ne sont pas servies aux intérimaires sauf si :

- La fonction occupée n'as pas de titulaire régulièrement nommé ;
- L'intérim excède une période de trois mois. Dans ce cas, le rappel est dû.

Article 6 : Les indemnités ne sont plus dues à partir du jour où le personnel de la garde de sécurité pénitentiaire cesse d'exercer dans le corps, la fonction ou les tâches liées à des formations complémentaires.

Article 7 : Le personnel de la garde de sécurité pénitentiaire en position de stage à l'intérieur du pays conserve le bénéfice des indemnités liées au corps d'origine.

TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre I : Indemnité d'astreintes

Article 8 : L'indemnité d'astreintes est une somme forfaitaire accordée mensuellement au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire en compensation des servitudes et des contraintes particulières liées à son corps.

L'appréciation desdites contraintes tient compte de la pénibilité, du risque et des sujétions inhérents à son corps en fonction de la zone du poste de travail.

Article 9 : La répartition des zones d'exercice d'un corps évoquées à l'article précédent est la suivante :

- **Zone urbaine :** Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;

PZ/HO
BURKINA FASO

Unité- Progrès- Justice

DECRET N°2016- 745 /PRES/PM/MINEFID/
MJDHPC portant régime indemnitaire
applicable au personnel de la Garde de
sécurité pénitentiaire.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VISAUF N° 00622

- VU la Constitution ;
VU le décret n° 2016-001/PRES du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016 portant composition du Gouvernement ;
VU la loi n° 016-2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire;
VU le décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU le décret n°2016-299 /PRES/PM/MJDHPC du 29 avril 2016 portant organisation du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique ;
VU le décret n° 2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 22 juin 2016 ;

D E C R E T E

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : En application de l'article 181 de la loi n°016-2014/AN du 15 mai 2014, le présent décret détermine le régime indemnitaire du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Article 2 : L'indemnité est un accessoire de la solde de nature financière destinée à compenser certains frais ou servitudes particulières dans l'exercice d'un emploi ou d'une fonction.

Article 3 : Les indemnités servies au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire en raison du corps, de la fonction ou de l'exercice des tâches liées à des formations complémentaires sont de quatre (04) natures :

- L'indemnité d'astreintes;
- L'indemnité de logement ;
- L'indemnité de technicité ;
- L'indemnité de responsabilité.

Article 4 : Le cumul d'indemnités de même nature n'est pas autorisé. Seule l'indemnité la plus élevée est accordée.

Article 5 : les indemnités ne sont pas servies aux intérimaires sauf si :

- La fonction occupée n'as pas de titulaire régulièrement nommé ;
- L'intérim excède une période de trois mois. Dans ce cas, le rappel est dû.

Article 6 : Les indemnités ne sont plus dues à partir du jour où le personnel de la garde de sécurité pénitentiaire cesse d'exercer dans le corps, la fonction ou les tâches liées à des formations complémentaires.

Article 7 : Le personnel de la garde de sécurité pénitentiaire en position de stage à l'intérieur du pays conserve le bénéfice des indemnités liées au corps d'origine.

TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre I : Indemnité d'astreintes

Article 8 : L'indemnité d'astreintes est une somme forfaitaire accordée mensuellement au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire en compensation des servitudes et des contraintes particulières liées à son corps.

L'appréciation desdites contraintes tient compte de la pénibilité, du risque et des sujétions inhérents à son corps en fonction de la zone du poste de travail.

Article 9 : La répartition des zones d'exercice d'un corps évoquées à l'article précédent est la suivante :

- **Zone urbaine :** Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;

- **Zone semi-urbaine** : Koudougou, Banfora, Ouahigouya, Fada N'gourma, Dori, Tenkodogo, Pô, Dédougou, Gaoua, Kaya, Manga et Koupéla ;
- **Zone rurale** : les autres localités.

Article 10: Les taux de l'indemnité d'astreintes allouée au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire sont fixés conformément au tableau ci-après :

Bénéficiaires	Taux en fcfa		
	Zone rurale	Zone semi-urbaine	Zone urbaine
Inspecteur de Sécurité Pénitentiaire	42 500	40 000	37 500
Contrôleur de Sécurité Pénitentiaire	38 000	35 500	33 000
Assistant de Sécurité Pénitentiaire	35 000	32 500	30 000
Agent de Sécurité Pénitentiaire	32 500	30 000	27 000

Chapitre II : Indemnité de logement

Article 11: L'indemnité de logement est une contribution financière allouée mensuellement au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire en vue de suppléer au défaut d'attribution d'un logement administratif.

Article 12: Les taux de l'indemnité de logement allouée au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire sont fixés conformément au tableau ci-après :

Bénéficiaires	Taux
Inspecteur de Sécurité Pénitentiaire	50 000
Contrôleur de Sécurité Pénitentiaire	37 500
Assistant de Sécurité Pénitentiaire	25 000
Agent de Sécurité Pénitentiaire	12 500

CHAPITRE III : Indemnité de technicité

Article 13 : L'indemnité de technicité est une somme accordée mensuellement au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire au regard des tâches spécifiques liées à son corps, et aux prestations particulières exécutées au poste de travail qu'il occupe.

Article 14 : Pour l'appréciation de l'indemnité de technicité, il est tenu compte des critères portant sur la classification catégorielle et du niveau de qualification professionnelle.

Article 15 : Les taux de l'indemnité de technicité allouée au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADE	CATEGORIE/ECHELON	INDICE	TAUX A SERVIR EN FCFA
inspecteur de sécurité pénitentiaire stagiaire	I.1	740	73 000
inspecteur de sécurité pénitentiaire	I.1	740	73 000
	I.2	830	77 500
	I.3	920	82 000
	I.4	1010	86 500
	I.5	1100	91 000
inspecteur de sécurité pénitentiaire principal	I.1	1190	95 000
	I.2	1285	100 000
	I.3	1380	104 500
	I.4	1475	109 000
	I.5	1570	113 500
inspecteur de sécurité pénitentiaire divisionnaire	I.1	1665	118 000
	I.2	1765	123 000
	I.3	1865	128 000
	I.4	1965	133 000
	I.5	2065	137 500
inspecteur de sécurité pénitentiaire major	I.1	2165	142 500
	I.2	2270	147 500

GRADE	CATEGORIE/ ECHELON	INDI CE	TAUX A SERVIR EN FCFA
contrôleur de sécurité pénitentiaire stagiaire	II.1	520	57 500
contrôleur de sécurité pénitentiaire	II.1	520	57 500
	II.2	560	59 500
	II.3	600	61 500
	II.4	640	63 500
	II.5	680	65 500
	II.6	720	67 500
contrôleur de sécurité pénitentiaire principal	II.1	760	69 500
	II.2	810	72 000
	II.3	860	74 000
	II.4	910	76 500
	II.5	960	79 000
	II.6	1010	81 500
contrôleur de sécurité pénitentiaire major	II.1	1060	84 000
	II.2	1120	87 000
	II.3	1180	90 000
	II.4	1240	92 500
	II.5	1300	95 500

GRADE	CATEGORIE/ ECHELON	INDI CE	TAUX A SERVIR EN FCFA
Assistant de Sécurité Pénitentiaire Stagiaire	III.1	425	50 500
Assistant de Sécurité Pénitentiaire	III.1	425	50 500
	III.2	465	52 500
	III.3	505	54 500
	III.4	545	56 000
	III.5	585	58 000
	III.6	625	60 000
Assistant de sécurité pénitentiaire Principal	III.1	665	62 000
	III.2	710	64 500
	III.3	755	66 500
	III.4	800	69 000
	III.5	845	71 000
	III.6	890	73 000
Assistant de sécurité pénitentiaire Major	III.1	935	75 500
	III.2	990	78 000
	III.3	1045	80 500
	III.4	1100	83 500
	III.5	1155	86 000

GRADE	CATÉGORIE/ ÉCHELON	INDICE	TAUX A SERVIR EN FCFA
Agent de Sécurité Pénitentiaire Stagiaire	IV.1	375	48 000
Agent de Sécurité Pénitentiaire	IV.1	375	48 000
	IV.2	400	50 000
	IV.3	425	51 000
	IV.4	450	52 000
	IV.5	475	53 000
Sous-brigadier de Sécurité Pénitentiaire	IV.1	500	54 000
	IV.2	530	55 500
	IV.3	560	57 000
	IV.4	590	58 500
	IV.5	620	60 000
Brigadier de Sécurité Pénitentiaire	IV.1	650	61 500
	IV.2	690	63 500
	IV.3	730	65 500
	IV.4	770	67 000
	IV.5	810	69 000
Brigadier-chef de Sécurité Pénitentiaire	IV.1	850	71 000
	IV.2	900	73 500
	IV.3	950	76 000
	IV.4	1000	78 500
	IV.5	1050	81 000

Article 16 : Il est octroyé un taux additionnel de l'indemnité de technicité au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire ayant bénéficié d'une formation complémentaire sur initiative de l'administration de la Garde de Sécurité Pénitentiaire, dans les domaines connexes à l'exercice des tâches liées à leur corps.

Pour bénéficier du taux additionnel, l'intéressé est tenu d'exercer effectivement des tâches liées à son domaine de formation complémentaire.

Article 17 : Le taux additionnel de l'indemnité de technicité lié à la spécialisation du personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire est servi conformément au tableau suivant :

N°	BENEFICIAIRES	TAUX EN FCFA
1.	Inspecteurs spécialisés	50 000
2.	Contrôleurs spécialisés	35 000
3.	Assistants spécialisés	20 000

CHAPITRE IV : Indemnité de responsabilité

Article 18 : L'indemnité de responsabilité est une contribution financière de l'État, mensuellement servie aux responsables de l'administration de la Garde de sécurité pénitentiaire, en compensation des charges inhérentes aux fonctions qu'ils exercent.

Article 19 : L'indemnité de responsabilité est servie au personnel de la garde de sécurité pénitentiaire régulièrement nommé à un poste de responsabilité par décret ou par arrêté selon les taux ci-après :

N°	BENEFICIAIRES	TAUX EN FCFA
01	Chef d'unité spécialisée	10 500
02	Commandant de brigade d'intervention	10 500
03	Directeur adjoint d'établissement pénitentiaire	12 500
04	Directeur d'établissement pénitentiaire	15 000
05	Directeur général Adjoint de la Garde de sécurité pénitentiaire	18 500
06	Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire	28 000
07	Directeur régional de la Garde de sécurité pénitentiaire	28 000
08	Inspecteur de sécurité pénitentiaire	6 500

TITRE III : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 20: Toute mesure de portée générale améliorant le régime indemnitaire des fonctionnaires de l'État est applicable au personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Article 21 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet pour compter du 1er janvier 2016.

Article 22 : Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

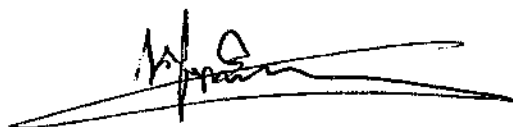
Ouagadougou, le 09 aout 2016

Le Premier Ministre



Paul Kaba THIEBA

Le Ministre de la Justice,
des Droits Humains et de la,
Promotion Civique Garde des Sceaux



Bessolé René BAGORO



Roch Marc Christian KABORE

Le Ministre de l'Économie,
des Finances et du Développement



Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI